

Dossier

**L'énergie
renouvelable
n'est pas
toujours durable**

Pages 3 - 4

**Stopper les
investissements
dans les énergies
néfastes
pour le climat**

Page 5



Qui paie pour les changements climatiques ?



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

5 % des investissements qui sont effectués via la place financière helvétique causent autant d'émissions de gaz à effet de serre que les émissions directes de la Suisse.

L'argent joue un rôle important dans la lutte contre les changements climatiques : les pays à haut revenu tels que la Suisse doivent cesser d'injecter des fonds dans des entreprises qui exploitent et commercialisent les énergies fossiles. Les énergies renouvelables, elles, ne riment pas forcément avec investissements durables. Et nous sommes appelés à soutenir financièrement les pays pauvres dans leurs mesures d'adaptation. Car ce sont eux qui paient le prix fort des changements climatiques.

Pascale Schnyder, rédactrice en chef

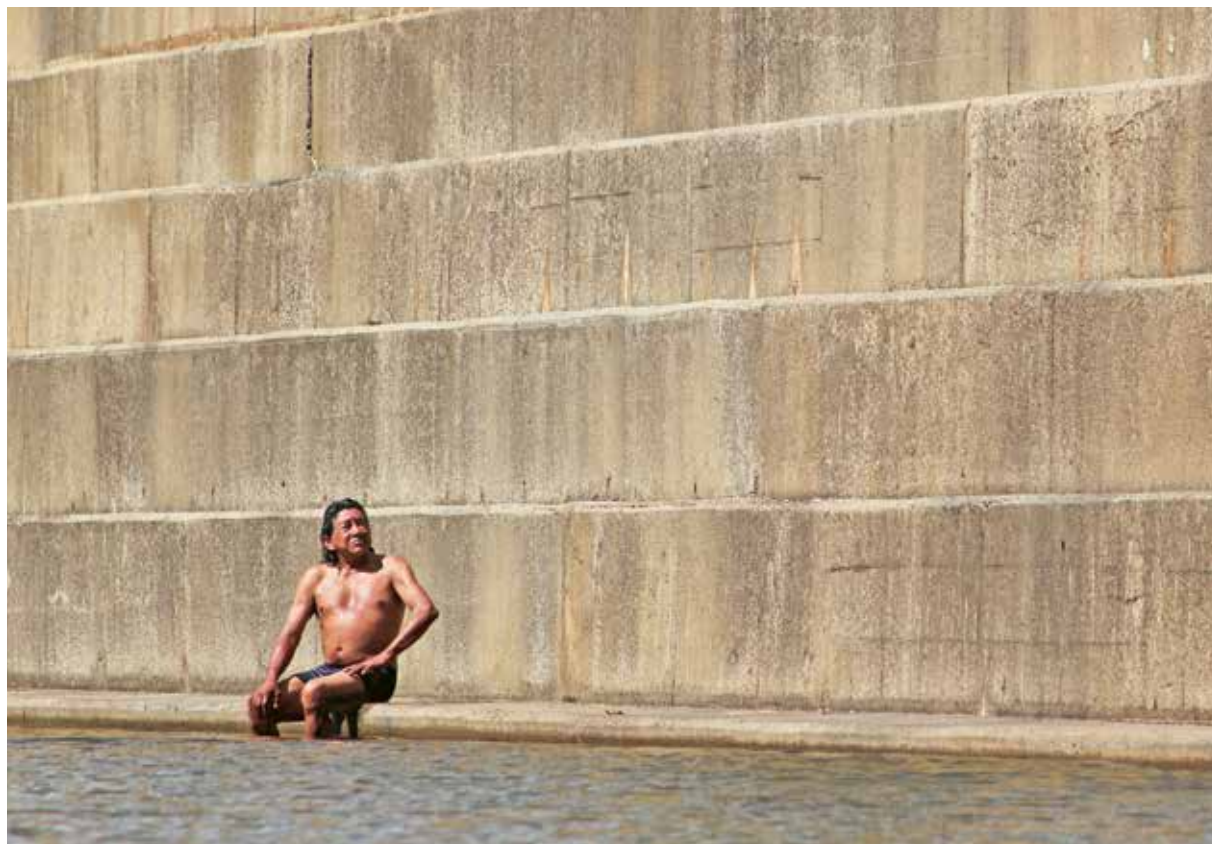
Avec l'Accord de Paris, les Etats ont convenu d'augmenter leurs moyens de lutte et d'adaptation aux changements climatiques. Maintenant, il s'agit de passer de la parole aux actes.

SOMMAIRE

UN JOUR DANS LA VIE DE : [Ricardo Cairu, pêcheur sur un fleuve sans poisson](#) Page 4

INTERVIEW : [Stopper les investissements dans les énergies néfastes pour le climat](#) Page 5

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE : [Au quotidien](#) Page 6



Jorge Caiuby est assis devant le barrage du Rio Cravari, qui a détruit la vie de la communauté des Manoki.

L'énergie renouvelable n'est pas toujours durable

En dehors de la petite ville de Sapezal se trouve le territoire indigène des Manoki. La route rectiligne qui mène à la bourgade est entourée de monocultures à perte de vue. Soudain, après des heures de trajet et de manière totalement inattendue, un bout de forêt surgit d'un côté de la route. Un panneau indique qu'il s'agit du « territoire indigène protégé » des Manoki. Toutefois, une centrale hydroélectrique a tragiquement modifié les conditions de vie de ces personnes. Le fleuve dans lequel ils pratiquaient la pêche ne contient plus de poissons.

Arrivés au village, Jorge Caiuby* nous accueille. Il porte une chemise et tient un téléphone portable dans sa main. Il ne voit pas de contradiction à s'ouvrir au monde moderne tout en conservant sa culture traditionnelle. Au contraire : « Nous ne pourrions survivre à long terme que si nous trouvons un moyen de vivre avec le monde extérieur. Mais nous attendons aussi de ce dernier qu'il accepte notre culture et notre mode de vie. »

Depuis des siècles, les Manoki vivent le long des cours d'eau, dans les savanes du Brésil central qu'on appelle Cerrado, et pra-

tiquent la pêche. Cette région, d'une grande biodiversité, s'étend sur près de deux millions de kilomètres carrés et représente un quart de la superficie du Brésil. Il y règne un climat semi-aride, avec deux saisons clairement distinctes. Durant la saison des pluies, qui s'étend d'octobre à avril (été), il tombe une majeure partie des précipitations annuelles, entre 1100 et 2000 mm. De mai à septembre, par contre, c'est la période sèche. La température annuelle moyenne se situe entre 20°C et 26°C. Le Cerrado est l'une des ressources en eau les plus impor-

tantes d'Amérique du Sud. Depuis quelques années pourtant, ses forêts sont continuellement défrichées. On plante des monocultures sur les surfaces ainsi déboisées. De la canne à sucre, pour produire de l'énergie, et des graines de soja, pour satisfaire les besoins mondiaux en aliments pour animaux. La déforestation libère d'énormes quantités de CO₂ capté par les arbres.

L'énergie hydraulique ne fait qu'empirer les choses

Jorge Caiuby parle d'un projet d'usine hydraulique sur le Rio Cravari, le fleuve qui traverse le territoire des Manoki. Pour créer les lacs de retenue, de grandes étendues de forêt sont inondées, ce qui libère le CO₂ auparavant stocké sous forme de gaz carbonique dans la biomasse de la forêt. La construction d'un lac de retenue favorise ainsi directement les changements climatiques, alors même qu'elle devrait contribuer à les combattre. Les travaux du barrage ont commencé il y a presque dix ans. Ce n'est qu'une fois le chantier déjà bien avancé que les investisseurs sont venus au village et ont cherché le dialogue avec la population concernée. Mais à ce moment, il était déjà trop tard pour prendre en compte les besoins des villageois. Un comportement incompréhensible pour ces personnes qui, depuis des générations, vivent de la pêche le long des rives du fleuve. Pourtant, les Manoki se sont montrés ouverts au dialogue – sachant aussi que c'était la seule possibilité d'obtenir un minimum d'améliorations pour leur peuple. Ainsi les deux parties ont convenu qu'une part des revenus issus de la vente de courant devrait revenir à la communauté, pour que celle-ci puisse par exemple construire une échelle à poissons. En parallèle, il ne devrait plus y avoir d'autres projets d'infrastructures sur leur territoire. Mais les investisseurs semblent avoir oublié ces ac-



Femmes et enfants de la communauté indigène des Manoki.

cords : car on discute actuellement d'autres projets d'usines hydrauliques. Jorge Caiuby, en colère, explique que les habitants ne sont plus prêts à négocier. Ils ont perdu confiance et ne croient plus que les promesses vont être honorées. « Bien sûr, nous sommes nous aussi dépendants de l'énergie », déclare le président des Manoki. « Pour la cuisine, la lumière électrique, l'accès à internet et les ordinateurs dans les salles de classe. Mais nous préférons produire cette énergie nous-mêmes, au moyen de petites installations solaires décentralisées, indépendamment du réseau étatique et des grands investisseurs. » Aujourd'hui, les Manoki paient le courant qu'ils utilisent au prix du marché, comme n'importe qui d'autre. La centrale hydroélectrique n'a donc aucun avantage pour eux, bien au contraire : elle diminue leur qualité de vie et met en danger leur souveraineté alimentaire.

Prendre en compte les besoins fondamentaux

Jorge Caiuby dit très clairement ce que représente le barrage pour les Manoki : « La production d'énergies renouvelables qu'on favorise au nom de la protection

du climat est un danger pour notre communauté. Justement parce que nos besoins ne sont pas pris en compte. »

Les investissements consentis dans la production d'énergies renouvelables sous le couvert de la politique climatique ont trop souvent des effets négatifs tant sur le climat que sur les communautés locales. La protection du climat, c'est renforcer les droits des populations indigènes afin que celles-ci conservent à long terme leur mode de vie et puissent élaborer leurs propres perspectives d'avenir. *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* soutiennent les communautés indigènes et mettent à profit les débats sur la politique climatique pour montrer qu'il est nécessaire de protéger ces populations si l'on veut atteindre les objectifs climatiques de l'Accord de Paris ainsi que les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU. — *Stefan Salzmann*

*Nom changé par la rédaction.



Un jour dans la vie de Cairu*, ce pêcheur se bat pour préserver le fleuve et la forêt qui constituent les bases de l'existence de sa communauté.

*Nom changé par la rédaction

« Je suis pêcheur sur un fleuve sans poissons ! »

« Chaque matin au lever du soleil, je me rendais avec mon frère vers le fleuve qui se trouve à côté de notre village. Il y avait beaucoup de poissons, que mon père nous a appris à pêcher. Nous chassions et trouvions du bois de construction ainsi que des fruits dans la forêt avoisinante. Aujourd'hui, je vis avec ma femme et mes enfants. Ce fleuve, cette forêt et notre communauté constituent les bases de notre existence.

Mais depuis que la construction du barrage a été achevée, il n'y a plus de poissons dans notre fleuve. On nous avait assuré que l'on construirait une bonne échelle à poissons. Mais rien n'a été fait. Aujourd'hui, lorsque nous voulons aller pêcher, nous devons rouler jusqu'au barrage qui se trouve à plus de 70 kilomètres en aval de notre village, à l'extérieur de notre territoire. Notre vie a changé pour toujours. Je préférerais de loin pouvoir continuer à attraper des poissons à côté de nos maisons. Aujourd'hui, à cause des investisseurs, nous avons besoin d'une voiture pour pêcher. Si nous avions pu choisir, nous nous serions prononcés contre la construction du barrage.

A la fin, nous avons malgré tout donné notre accord. Car nous n'avions pas d'autre choix, ils avaient déjà commencé les travaux. Nous sommes actuellement en négociation avec les exploitants de la centrale pour qu'ils nous aident à réaliser un élevage de poissons. Mais les pourparlers traînent. Et en parallèle, les responsables réalisent en un temps record de nouveaux plans pour pouvoir construire une autre centrale hydroélectrique sur notre territoire. Ils prévoient même de retenir la chute d'eau à proximité de notre village. Mais cette chute est sacrée pour nous ; c'est là qu'ont lieu les cérémonies spirituelles lorsque des gens sont malades. Nous ne faisons pas confiance aux autorités compétentes et doutons qu'elles fassent respecter nos droits à l'intérieur du territoire réservé aux indigènes, la chute se trouvant sur nos terres. Nous devons nous défendre si nous voulons conserver ce lieu sacré, notre terre, notre fleuve et notre forêt. » — *STS*

Stopper les investissements dans les énergies néfastes pour le climat

Christian Lüthi, directeur de l'Alliance climatique, montre pourquoi il est si important de retirer les fonds investis dans les énergies fossiles et explique le rôle que joue la place financière suisse dans ce domaine.



Les fonds suisses ne devraient plus servir à la promotion des combustibles fossiles, affirme Christian Lüthi.

L'Alliance climatique, dont font partie *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, mène en ce moment une campagne pour le désinvestissement. Que signifie exactement ce terme ?

Le désinvestissement veut dire suspendre les investissements dans des domaines qui ne sont pas éthiques. Dans notre cas, il s'agit d'en finir avec les investissements dans les énergies fossiles comme le pétrole, le charbon ou le gaz naturel. Le désinvestissement a déjà fait ses preuves dans d'autres contextes,

par exemple pour mettre sous pression le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

Pourquoi vous focaliser sur les flux financiers lorsqu'on parle de protection du climat ?

Parce que la place financière suisse joue un rôle dans les changements climatiques. En 2015, l'Office fédéral de l'environnement a montré que 5 % des investissements qui sont effectués via notre place financière causent autant d'émissions de gaz à effet de serre que les

émissions directes de la Suisse. Dit autrement, la place financière suisse provoque vingt fois autant d'émissions que la Suisse n'en produit directement. Une grande partie des sommes investies proviennent de comptes d'épargne et de caisses de pension. C'est pourquoi nous avons lancé la campagne www.retraites-sans-risques.ch. Celle-ci permet à tout un chacun d'exhorter sa caisse de pension à suspendre ses investissements dans les énergies fossiles.

Si l'on retire tous les fonds investis dans les énergies fossiles, où placer cet argent ?

Il est important que ces sommes aillent à des projets durables et porteurs d'avenir, tels la promotion de l'agriculture biologique ou les énergies renouvelables comme le vent et le solaire. Pour que notre économie passe à un système plus durable – et c'est une urgence – l'engagement de toutes et tous est nécessaire, de même que celui des caisses de pension et des banques.

Comment éviter les conséquences négatives d'investissements dans les énergies renouvelables, à l'instar du Brésil ?

Il faut appliquer un principe fondamental : s'assurer que

même pour des projets hydrauliques, éoliens ou solaires, les droits humains soient respectés. Au-delà des droits humains, ériger un barrage dans des forêts tropicales est sujet à caution aussi sur le plan de la protection du climat. En effet, l'inondation des sols et la putréfaction de la végétation provoquent des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires. L'expérience montre que de petits projets sont souvent plus durables, comme l'électrification de villages africains grâce au soleil.

Des investissements dans les énergies fossiles ont aussi lieu dans les pays en développement. Le désinvestissement est-il également un thème de politique de développement ?

Absolument. A cause de nos émissions, nous sommes largement et historiquement responsables de la situation climatique actuelle. Les habitants des pays en développement, qui n'ont pourtant que peu contribué au problème, sont les plus fortement touchés par la montée des eaux, les violentes tempêtes et autres problèmes liés au dérèglement climatique. C'est pourquoi nous avons le devoir de les aider à s'adapter et à favoriser les énergies renouvelables. L'Inde, par exemple, fait d'énormes efforts pour diminuer ses importations de pétrole et l'extraction de charbon tout en promouvant les énergies renouvelables. Si nous investissons notre argent dans ce pays dans un parc éolien plutôt qu'une mine de charbon, nous contribuons à soutenir ces efforts.

— Interview : Pascale Schnyder

Lire et agir

Exhortez votre caisse de pension à ne plus investir les fonds de prévoyance dans les énergies fossiles.

www.retraites-sans-risques.ch

Au quotidien

« Quand une multitude de petites gens dans une multitude de petits lieux changent une multitude de petites choses, ils peuvent changer la face du monde », déclare un proverbe africain bien connu. Ces petites choses peuvent prendre toutes sortes de formes. Chacun et chacune peut contribuer à sa façon à protéger le climat et à façonner un monde plus juste. Vous vous retrouverez peut-être dans l'un des profils ci-dessous.



Le consommateur critique

En tant que consommatrice ou consommateur critique, vous avez conscience des conséquences que votre style de vie a sur le climat mondial. C'est pourquoi vous réduisez votre empreinte carbone personnelle, par exemple en vous passant de viande et en achetant des aliments de saison, locaux et produits de manière écologique, en renonçant à voyager en avion et en optant pour des solutions de transport, de chauffage et d'électricité ménageant les ressources. Il ne s'agit pas de viser la perfection, car deux demi-végétariens valent au final tout autant qu'un végétarien à part entière.



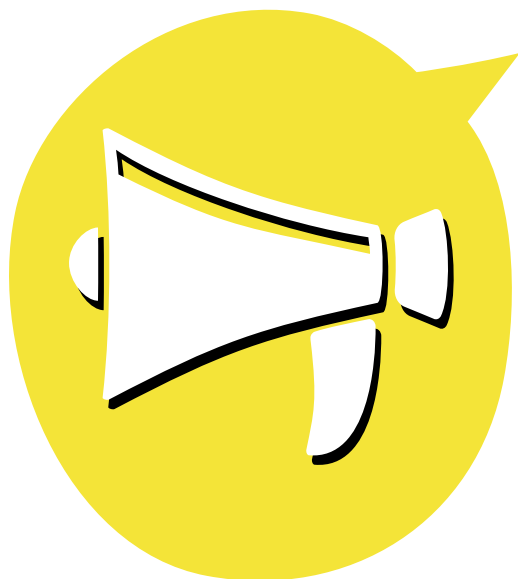
La minimaliste adepte de la méditation

Le changement intérieur amène le changement extérieur : en ralentissant votre quotidien et en vous exerçant à tourner consciemment vos sens vers l'intérieur de vous-même, vous constatez automatiquement que le bonheur n'a rien à voir avec la consommation. Vous dépensez votre argent de préférence pour vivre de belles expériences, comme aller au théâtre ou suivre un cours de yoga, plutôt que pour acheter des biens de consommation. Peut-être trouvez-vous votre bonheur dans le jardinage ou en parcourant à pied des chemins au bord desquels vous observez les fleurs. Ou le jeûne est pour vous un moyen de tourner votre attention vers l'intérieur de vous-même. Votre quiétude est bénéfique pour votre empreinte CO₂.



L'héroïne de la rue

Vous êtes bien informé-e et vous engagez aux côtés d'autres personnes, par exemple dans des organisations d'intérêt public ; vous récoltez des signatures, participez à des manifestations, donnez un coup de main lors d'événements et faites connaître des initiatives. En tant que personne engagée, vous ne mâchez pas vos mots. Au travail comme dans votre vie privée, vous secouez les structures existantes et encouragez par vos idées et votre investissement les mouvements en faveur du changement.



La bricoleuse

Vous passez à l'action quand d'autres en sont encore à palabrer : vous produisez vos propres aliments, fabriquez vous-même vos détergents, rapiéciez vos habits abîmés, vous construisez un canapé au moyen de palettes et à Noël, offrez à votre enfant une mini-cuisinière faite de vos mains. Vous contrez la consommation inconsciente et rapide par votre créativité. Vous aimez faire du neuf avec du vieux et élargir vos aptitudes manuelles. Lorsqu'une tâche dépasse vos compétences, vous faites appel à votre voisinage et misez sur l'échange et le partage avec des personnes ayant la même vision.



Le donateur solidaire

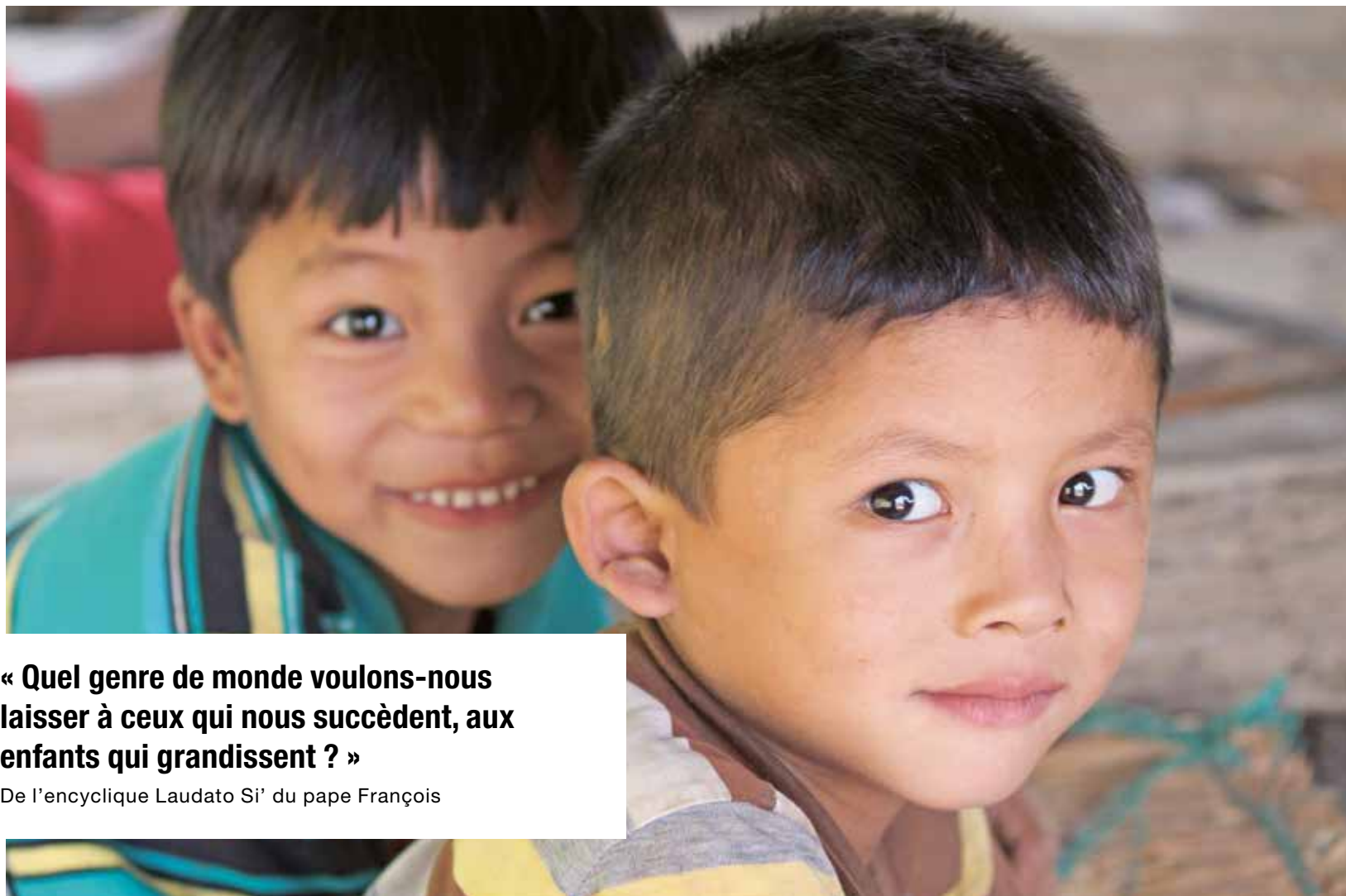
Vous voulez que votre argent travaille pour un monde meilleur. Vous savez que les personnes courageuses qui défendent les droits humains manquent souvent de moyens financiers pour pouvoir s'engager contre l'oppression et pour la liberté. Par vos dons d'argent, vous entendez soutenir de bons projets et donner un signe concret de votre solidarité. De plus, vous signez des initiatives et vous rendez bien sûr aussi aux urnes.

Impressum:

Éditeurs : Pain pour le prochain, Action de Carême, décembre 2017

Complément rédactionnel aux différentes versions du magazine Perspectives

Adresses : Pain pour le prochain, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne / Action de Carême, av. du Grammont 7, 1007 Lausanne



« Quel genre de monde voulons-nous laisser à ceux qui nous succèdent, aux enfants qui grandissent ? »

De l'encyclique *Laudato Si'* du pape François

Ensemble pour une même cause

Pain pour le prochain

Nous encourageons à agir

Pain pour le prochain est l'organisation de développement des Eglises protestantes de Suisse. Nous nous engageons au Nord et au Sud pour une transition vers de nouveaux modèles agricoles et économiques. Ceux-ci favorisent la coopération entre les humains et le respect des ressources naturelles. Par notre travail de sensibilisation et des alternatives porteuses d'espoir, nous motivons les personnes à devenir actrices du changement nécessaire.

Action de Carême

Oser le changement, renforcer la justice

Action de Carême est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Nous nous engageons aux côtés de personnes défavorisées pour un monde plus juste, un monde sans faim et sans pauvreté. Nous promovons des changements sur le plan social, culturel, économique et individuel afin de favoriser des dynamiques de transformation vers un mode de vie durable. Nous collaborons avec des organisations locales dans 14 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi qu'avec des organisations en Suisse.

Action de Carême
Av. du Grammont 7
1007 Lausanne
Tél 021 617 88 81
www.actiondecareme.ch
CCP 10-15955-7

Pain pour le prochain
Av. du Grammont 9
1007 Lausanne
Tél 021 614 77 17
www.ppp.ch
CCP 10-26487-1



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME